

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-FMI-confirme-l-accord-avec-l-Argentine>

Le FMI confirme l'accord avec l'Argentine

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : dimanche 21 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par E.D.

En marge du sommet de Dubaï, le conseil d'administration du FMI a approuvé l'accord trouvé avec l'Argentine, dont on connaît plus de détails sur son contenu. Cet accord a été adopté lors du conseil d'administration mais n'a pas remporté l'unanimité, puisque trois membres sur vingt-quatre ont préféré s'abstenir (Pays Bas, les pays nordiques et l'Australie).

Outre le volet financier qui porte sur trois ans avec le financement 12, 5 milliards de dollars dont on avait eu connaissance la semaine dernière, l'accord revient sur plusieurs points.

Tout d'abord, les autorités argentines visent rapidement d'obtenir des députés argentins qu'ils votent le projet de loi qui donnerait à l'exécutif le pouvoir de renégocier les règles du jeu concernant les contrats de services publics, et notamment d'autoriser quelques augmentations de tarifs. Ce point très sensible contredit les assurances données par le Ministre de la planification, Julio de Vido, et de Patricia Vaca Narvada, secrétaire à la consommation, et il faut se demander qui est entrain de mentir à qui ? Le directeur du FMI, le gouvernement argentin au FMI, l'exécutif au parlement, les ministres entre eux... en tous cas dans le texte de l'accord du FMI, il semble qu'a été acceptée l'idée de renégocier les tarifs sans que soit automatique une révision des contrats. On pouvait se douter que le FMI n'allait pas se satisfaire d'un accord qui aurait totalement laissé de coté cette question. Reste à voir dans les faits comment va se traduire ce soit disant engagement du gouvernement argentin à faire changer la loi.

Sur la question du PIB, l'économie devrait croître sur un rythme de 4% en entre 2004 et 2006, avec une inflation inférieure à 10%. Pour ce qui est de la fiscalité, au delà d'un excédent budgétaire de 3% du PIB pour 2004, les autorités se sont engagées sur un excédent suffisant primaire pour payer la dette et les engagements liés à la restructuration. Il y aura donc des réformes structurelles au niveau fiscal pour éliminer certains prélèvements, et les nouvelles normes seraient introduites dans le vote du budget 2005.

Il s'agit aussi de renforcer le système bancaire, en donnant une meilleure solvabilité financière au système bancaire public qui devra être restructuré et recapitalisé, de la même façon que le système bancaire privé. Les autorités ont prévu de verser des compensations aux banques pour la pesification et l'indexation asymétrique. Enfin, les autorités argentines ont noté que la renégociation de la dette avec les créanciers privés aboutirait au cours l'année 2004.

« L'accord avec le FMI implique une incertitude moindre sur le pays et la sortie de la crise est plus claire » a expliqué Guillermo Nielsen, secrétaire des finances argentin. Horst Koehler, directeur du FMI se serait déclaré favorable à un nouveau plan de prêts pour l'Argentine. Le même jour, Roberto Lavagna, ministre de l'Economie a révélé qu'il négociait avec la Banque Mondiale un programme sur quatre ans d'un prêt portant sur 4,5 milliards de dollars. Mais Lundi 22 septembre sera le grand jour, le gouvernement argentin, va faire connaître aux créanciers privés le calendrier de la restructuration de la dette qui porte sur 103 milliards de dollars. Jamais un pays n'a eu à renégocier une dette de cette importance avec des créanciers privés.

Par ailleurs, Roberto Lavagna a expliqué que les remboursements de 21 milliards de dollars que doit le pays aux institutions internationales sont retardés à 2006.